

Concordances et dissimilitudes des politiques d'influence américaines et européennes au regard de la crise en Ukraine

Michael Lambert

Université Paris-Sorbonne, collège doctoral de la Sorbonne
Université de Tampere, School of Management

Cet article aborde la question de la politique d'influence de l'Union européenne au regard de l'actualité ukrainienne. Il propose une réflexion sur les constituants de l'attraction européenne dans les États du Partenariat oriental et une évaluation des limites de la puissance européenne au regard du contexte militaire et de l'interdépendance avec les États-Unis dans le cadre de l'OTAN. Si les ouvrages qui traitent de la politique d'influence de l'UE sont monnaie courante, peu abordent la question du fonctionnement interne de la capacité d'attraction des entités supranationales. Cet article propose d'analyser cette question tout en mettant en avant les difficultés qui entachent la capacité de développement d'un « *Smart Power* » en Union européenne au début du XXI^e siècle.

This article will focus on the question of the European soft power with a special focus on the current crisis in Ukraine. The main object of this paper is to underline the major components of the European attractiveness to the Oriental partnership member states, providing some key elements to understand the limits of the European power in regard of the necessary military support of the United-States within NATO. The literature on European Union attractiveness is abundant, but few articles tend to focus on the question of relationship between the EU member states in order to create a Supranational Union soft power. This research will try to underline the difficulties to generate European smart power without the military support of the United-States at the beginning of the 21st Century.

Concordances et dissimilitudes des politiques d'influence américaines et européennes au regard de la crise en Ukraine

En janvier 2003, le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld ne manqua pas d'utiliser l'expression « vieille Europe » (« *Old Europe* ») pour qualifier les États européens, plus particulièrement la France et l'Allemagne, réticents à s'engager aux côtés des États-Unis dans la guerre en Irak. Cette expression pour le moins médiatique attestait d'une rupture profonde entre d'une part, les États-Unis, reconnus comme seule superpuissance mondiale depuis la chute de l'Union Soviétique, et l'Europe, ici représentée par les anciennes puissances du début du XX^e siècle, plus préoccupées par les questions économiques relatives à l'élargissement de l'Union européenne à l'approche de 2004.

S'il apparaissait aux yeux de tous que la guerre en Irak allait avoir lieu avec ou sans les Européens, cette simple expression d'« *Old Europe* » en disait long sur les divergences entre les deux continents. Les États-Unis, seule puissance mondialement reconnue sur le plan militaire, économiquement prééminente à l'échelle internationale, n'en avaient pas moins du mal à s'imposer auprès de leurs alliés de longue date. Que pouvaient donc avoir en tête les Européens pour ne pas, si l'on peut dire, naturellement soutenir les États-Unis ?

Cette question, celle de l'attraction américaine en Europe, celle de l'attirance naturelle d'un État pour un autre, cette attraction qui pousse à le soutenir malgré le manque d'information est au cœur de la réflexion de Joseph Nye¹. Ce chercheur américain fut parmi les premiers à théoriser le concept de « politique d'influence » (« *Soft Power* ») et à mettre en avant son importance dans les relations internationales. L'approche de Joseph Nye repose sur l'idée fondamentale qu'un État, malgré sa puissance économique et militaire, est tributaire de sa capacité d'attraction (sa politique d'influence) pour arriver à ses fins diplomatiques. Cette influence lui permet à la fois de bénéficier d'une image positive auprès de celui qu'il voudrait convaincre et l'amène, sans avoir à le forcer, à le soutenir dans ses actions².

À l'approche de la guerre en Irak, la question de la politique d'influence, tant pour les États-Unis que pour l'Union européenne, n'était pas prioritaire. Les États-Unis disposaient du monopole militaire et l'Europe des 15, marquée par ses divisions internes, ne pouvait espérer s'afficher comme une alternative face à son voisin américain. Il semblait d'autant plus difficile pour la France et l'Allemagne, au regard de leurs puissances militaires nationales respectives, d'incarner un contrepoids et d'influencer les choix diplomatiques de l'administration Bush, encore fortement marquée par les attentats du 11 septembre.

Si à l'époque la dissidence de certains États européens était apparue comme une source de tensions pour les relations transatlantiques, le choix des dirigeants européens aujourd'hui, nous

¹ Joseph S. Nye, *The Future of Power*, Public Affairs, New York, 2012.

² Joseph S. Nye, *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, Public Affairs, New York, 2004.

apparaît comme avisé au regard du chaos qui anime l'Irak et du manque de preuves fournies par les États-Unis en ce qui concerne la présence des armes de destruction massive.

Il est intéressant de constater qu'une dizaine d'années plus tard, c'est l'Union européenne, au grand dam de Donald Rumsfeld, qui semble disposer d'une capacité d'attraction forte auprès de certains États. Cette attraction est liée à ses standards sociaux, au consensus politique entre ses membres et à l'alternative au rapprochement avec les États-Unis. C'est le cas de l'Ukraine, pays au cœur de l'actualité diplomatique, qui aspire à se rapprocher et à participer à l'Union³. Cette situation est pour le moins paradoxale dans la mesure où l'Europe, à ce jour, apparaît comme fragmentée sur le plan militaire, politique et économique.

Il semble donc légitime de s'interroger sur ce qui peut bien, en Ukraine, attirer la population, exception faite de celle de l'État fédéral de Nouvelle-Russie, à vouloir à tout prix s'orienter vers les standards européens plus que de se tourner vers une puissance tierce comme les États-Unis, la Russie ou la Chine ? Cette question est d'autant plus centrale qu'elle ramène directement à la problématique de la coopération entre les États-Unis et l'Union européenne dans les États du Partenariat oriental. En effet, il n'est pas incohérent pour les Ukrainiens, mais aussi pour le Kremlin, de s'interroger sur ce qu'est l'Europe, d'autant plus au regard des similitudes entre les choix américains et européens pour soutenir l'Ukraine⁴. L'Union européenne serait-elle à considérer comme un prolongement de la politique d'influence des États-Unis, un outil indispensable pour affaiblir Moscou dans l'espace post-soviétique ? Ou bien alors dispose-t-elle d'une politique d'attraction singulière, différente de celle de son voisin américain, voire même en contradiction avec celle de ce dernier ?

Ces questions sont d'autant plus pertinentes qu'elles amènent à s'interroger sur les constituants de la politique d'influence européenne, mais aussi sur les raisons d'être de l'Union, entre instrument de projection de la puissance américaine et alternative au modèle américain dans l'après-guerre-froide.

LA POLITIQUE D'INFLUENCE AMÉRICAINE ET SES LIMITES AU SEIN DU PARTENARIAT ORIENTAL

La représentation d'une Union européenne comme instrumentalisée par les États-Unis n'est pas un phénomène récent. L'Union soviétique avait pour habitude de se représenter les pays occidentaux en Europe de l'Ouest comme le moyen de projection de la puissance américaine sur le sol européen. Cet argument, aujourd'hui à nouveau utilisé par la Russie, repose sur le fait que nombre d'États membres de l'Union européenne participent à l'OTAN, une organisation essentiellement dominée par les États-Unis sur le plan militaire. Ce sentiment d'une ingérence américaine dans la vie de l'Union européenne est d'autant plus important en raison du manque de projets en commun portant sur la création d'une armée européenne unifiée. Bien que remontant

³ BBC News, *Ukrainian dream of EU future*, 28 janvier 2008.

⁴ BBC News, *Ukraine crisis: EU and US boost sanctions on Russia*, 17 juillet 2014.

à 1954⁵, cette question semble toujours secondaire aux yeux des Européens, loin après l'économie et le renforcement de la zone euro. En conséquence, cette situation mène la Russie à se représenter l'Europe comme puissance économique mais militairement et politiquement axée sur la conception américaine de la défense. Cette impression est renforcée depuis l'alignement des positions européennes et américaines lors de la guerre en Géorgie, leurs déclarations vis-à-vis de la Crimée et plus récemment, des discours visant à imputer à la Russie des responsabilités pour le crash du vol MH17 de la Malaysia Airlines.

Il est vrai que la distinction entre ce qui relève de la volonté européenne et américaine peut parfois prêter à confusion. Cette situation semble être la résultante des divisions internes à l'Europe et à son manque d'initiative plus qu'à un souhait d'alignement. En effet, comme vu précédemment, il semble difficile pour les États européens d'afficher une attitude unie et d'exprimer d'une seule voix leurs souhaits. Les États membres se tournent alors, indépendamment, comme pendant les guerres de Yougoslavie, vers les États-Unis qui donnent une appréciation des actions concevables ou non sur le terrain. C'est le cas des sanctions économiques et le refus d'envisager des sanctions militaires dans l'espace ukrainien, actions auxquelles adhèrent les Européens sans proposer d'initiatives pertinentes sans le soutien des États-Unis.

Mais, derrière ces divisions et ce manque d'action aux portes de l'Europe se dissimule également la faiblesse américaine dans l'espace postsoviétique et plus particulièrement au sein des États du Partenariat oriental. Ce sont des difficultés qu'on ne pourrait relier à la question militaire, les États-Unis étant largement aptes à intervenir, mais à imputer à la difficile implantation d'une politique d'influence pertinente depuis la fin de l'Union soviétique.

En effet, si les moyens coercitifs sont essentiels, d'après Joseph Nye, ce qui constitue la force d'un pays, c'est sa capacité à faire accepter son intervention auprès des autres dirigeants et des populations, c'est-à-dire à les amener à se joindre à la cause d'un tiers sans les y contraindre militairement ou économiquement. Mais à ce jour les États-Unis ne semblent pas avoir réussi à exporter leur représentation de la démocratie ou de la liberté « à l'américaine » en Ukraine. Celle-ci n'est pas un cas à part dans la mesure où la Biélorussie, l'Arménie ou la Moldavie, bien que reconnaissant les États-Unis comme grande puissance, n'adhèrent pas à leur conception des relations internationales. On peut prendre les cas de la nécessaire intervention en Irak ou du soutien aux rebelles de Syrie qui, malgré l'importance des médias américains, n'ont pas réussi à pénétrer ces États et auprès desquels les États-Unis apparaissent comme perturbateur plutôt que stabilisateur ou médiateur au Moyen-Orient.

La situation récente avec la création de l'État fédéral de Nouvelle-Russie peut également témoigner du manque d'attrait de l'est de l'Ukraine en ce qui concerne les idéaux américains ou européens dans un espace traditionnellement toujours proche de la Fédération de Russie.

En ce sens, il semble pertinent de noter que les États-Unis, plus de 25 ans après la fin de la Guerre froide, sont encore perçus comme un élément déstabilisateur plus que générateur de prospérité et de paix dans les États du Partenariat oriental. Cette représentation péjorative n'a eu

⁵ Date du rejet par l'Assemblée Nationale française du projet de Communauté Européenne de Défense.

de cesse de s'intensifier et semble être devenue la principale préoccupation du Kremlin. On peut ainsi noter que la crainte des dirigeants russes n'est pas la perspective des nouveaux élargissements de l'Union européenne à l'Est, ou encore le renforcement de la zone euro, mais bien l'intensification de la présence de l'OTAN, et ce particulièrement en mer Noire⁶.

En ce sens, la politique d'influence des États-Unis semble inefficace dans certaines parties de l'Ukraine. On pourrait même avancer qu'elle est incohérente dans toute l'Ukraine, tant c'est la perspective d'une amélioration de la situation économique, et donc une intégration européenne, qui anime les débats plus que celle sur l'intégration dans l'OTAN. Il semble également pertinent d'ajouter que l'Ukraine, située entre la Russie et l'Union européenne, avait également envisagé d'intensifier ses relations avec la Chine pour ne pas avoir à se décider à choisir entre les deux ensembles.

Le manque de pertinence de la politique d'influence américaine d'une manière générale peut se rattacher à plusieurs facteurs : d'une part, la représentation historique de la Russie comme d'une alliée de longue date pour certains ukrainiens, à l'image de la « grande sœur » protectrice. D'autre part, la culture ukrainienne est plus proche de celle de la Russie en raison de la langue et de la religion, ce qui diminue l'attraction américaine dans cet espace singulier. Si les ukrainiens apprécient d'une manière générale l'identité américaine, c'est à dire le mode de vie stéréotypé dont ils perçoivent l'image, notamment via les séries télévisées, le cinéma et la musique, il n'en reste pas moins qu'ils ont du mal à se projeter dans cette représentation en raison de leur attachement historique à l'idée d'incarner une seconde voie diplomatique au côté de la Russie.

Ce schéma de seconde voie aux côtés de la Russie ne se retrouvait pas dans les autres États, exception faite peut-être de la Bulgarie, lors des élargissements successifs de l'Union européenne en 2004 et 2007. C'est probablement la raison pour laquelle les nouveaux États membres de l'Union, bien qu'attirés par l'Union européenne pour son économie, envisageaient l'adhésion comme complémentaire d'une alliance avec les États-Unis dans le cadre de l'OTAN. Il semble pertinent de noter que les États les plus favorables à l'Union européenne et à l'OTAN étaient également les plus défavorables à l'influence de l'Union soviétique sur leurs territoires. Prenons ici comme exemples l'Estonie et la Pologne, toutes deux fortement sceptiques vis-à-vis de l'ingérence soviétique et attirées par la culture américaine et par la culture d'Europe de l'Ouest avant même la fin du communisme. Aujourd'hui encore, si le drapeau européen est positionné aux côtés de ceux qu'on retrouve dans les ambassades polonaises et estoniennes, il n'en reste pas moins presque toujours positionné à côté de celui de l'OTAN qui lui aussi est visiblement mis en avant, ce qui n'est pas le cas pour nombre d'ambassades d'autres pays membres de l'OTAN.

C'est sans doute la raison pour laquelle la confusion s'opère fréquemment en Ukraine, particulièrement pour les pro-russes qui considèrent que se rapprocher de l'Union européenne, un acte aux impératifs essentiellement économiques, correspond également à un rapprochement avec les États-Unis. Auquel cas, on assiste alors au paradoxe suivant : l'Union européenne, ayant pour objectif d'incarner une troisième voie par rapport à la Russie et aux États-Unis, est ici perçue comme un instrument mis en place par les États-Unis pour affaiblir la Russie. Cette

⁶ Simon Kardas, *Great Unfulfilled Expectations: Russia's Security Dialogue with Europe*, Fondation pour la Recherche Stratégique, N° 3, 2014.

confusion, au demeurant légitime, amène à se représenter l'Union européenne comme une deuxième option, celle du rapprochement avec les États-Unis, plus qu'une alternative aux deux puissances précédentes et amène à cette division des Ukrainiens sur la question du rapprochement.

L'INSTRUMENTALISATION RELATIVE DE L'UNION EUROPÉENNE PAR LES ÉTATS-UNIS

Pourtant, cette représentation de l'Union européenne comme instrumentalisée par des États-Unis désireux d'accroître leur politique d'influence dans le cadre de la crise en Ukraine n'est probablement pas si éloignée de la réalité. Comme nous l'avons évoqué au préalable, l'Union européenne n'est pas en mesure d'afficher une puissance militaire équivalente à celle des États-Unis. Quand bien même l'ensemble des membres décideraient de s'unir, le budget militaire total de l'UE n'excéderait pas la moitié de celui de leur voisin d'outre-Atlantique⁷. C'est la raison pour laquelle il est difficile de parler d'un « *Smart Power* » de l'Union européenne au sens auquel l'emploie Joseph Nye⁸. La question de la politique d'influence est elle-même sujette à caution selon les situations. Il serait plus cohérent, comme nous le verrons par la suite, de parler de politiques d'influence des États de l'Union européenne qui s'articulent ensemble selon la cible et amènent cette dernière à se représenter l'Union européenne mais d'une manière partielle, en fonction des acteurs qui l'influencent.

Dans le cas de l'Ukraine, l'Union européenne apparaît comme une alternative au projet d'Union eurasiatique souhaité par le président russe Vladimir Poutine. Ainsi, l'attraction européenne pourrait s'interpréter comme le rejet du projet russe ou, sous un autre angle, la défaillance en ce qui concerne la mise en place d'une politique d'influence russe apte à contrer celle de l'Union européenne. Si l'histoire commune avec la Russie, les similitudes sur le plan linguistique et culturel sont importantes, il est difficile pour la Russie de s'imposer comme modèle moral et économique face à l'Europe, pourtant critiquée par les médias russes pour son libéralisme sociétal.

Dans le cas ukrainien, c'est essentiellement l'aspect économique, avec la prospérité polonaise et allemande ; mais aussi moral, avec la lutte contre la corruption, encore une fois dominée par l'Allemagne, qui attire les citoyens ukrainiens. Il est intéressant de constater que jusqu'à présent l'attrait pour l'Union repose essentiellement sur l'omniprésence de l'Allemagne pour ses standards politiques et économiques. À bien des égards, des États comme la France ou la Grande-Bretagne sont mis à part et ne semblent pas constituer la plus grande partie de la politique d'influence de l'Union.

Cependant, bien qu'omniprésente, l'Allemagne se doit de combiner sa politique d'influence avec celles d'autres États de l'UE et aussi avec les États-Unis. Le manque de

⁷ Site officiel de l'Agence de Défense Européenne.

⁸ J. S. Nye, *The Future of Power*, op. cit., p. 207-234.

puissance des institutions européennes à proprement parler, notamment sur le plan militaire, amène à une nécessaire coordination entre les États-Unis et l'UE en Ukraine. On peut noter que l'attrait des Ukrainiens se concentre sur l'économie européenne – comprendre ici la Pologne et l'Allemagne – mais cette attraction ne saurait à elle seule expliquer l'initiative du rapprochement avec l'Union européenne. En effet, s'il est plaisant pour l'Ukraine de se rêver économiquement indépendante de la Russie, elle ne peut asseoir sa sécurité nationale pendant la période de transition uniquement sur les États membres de l'UE. En conséquence, l'Union européenne se doit d'avancer en simultané avec les États-Unis qui, pour leur part, peuvent avancer l'argument de la présence accrue de l'OTAN. Cette combinaison des deux attractions permet alors de donner un contrepoids à la puissance russe.

Toute la question est alors de déterminer si ce sont les États-Unis qui usent de l'Union européenne pour projeter leur propre puissance militaire vers la Russie ou bien si c'est l'Union européenne qui utilise la puissance américaine pour pallier ses problématiques internes et son manque d'attractivité sur le plan sécuritaire.

Si l'on fait abstraction du plan militaire, il n'en reste pas moins évident que l'attrait pour l'Union européenne est également lié à la représentation du mode de vie « à l'américaine » qui se répand chez les plus jeunes et donne une image positive de l'Europe de l'Ouest auprès d'une population à la recherche d'une alternative au système dans lequel elle vit et qui ne souhaite pas quitter son pays. La projection des standards américains en Ukraine étant difficile, il apparaît comme plus pertinent de se rapprocher de l'Union européenne et ainsi de modifier le pays en profondeur via la participation aux organisations politiques supranationales de l'Union. L'alternative européenne permet à la fois de lutter contre la corruption et le chômage tout en n'ayant pas à quitter le pays et en préservant l'aspect culturel et l'identité nationale chez les individus.

DANS QUELLE MESURE PEUT-ON PARLER D'UNE POLITIQUE D'INFLUENCE DE L'UNION EUROPÉENNE ?

La principale problématique soulevée par le concept de politique d'influence de Joseph Nye, si on l'applique au cas ukrainien, est celle de l'attraction pour l'Union européenne à proprement parler. La politique d'influence est la capacité d'attraction sans user de moyens coercitifs, tant sur le plan économique que militaire. Dans le cas des États-Unis, il y a une projection de puissance en Ukraine, mais insuffisante en elle-même pour lutter contre la mise en place des moyens coercitifs de la Fédération de Russie. Pour autant, comme peuvent en témoigner les événements de la place Maïden, l'Union européenne semble représenter une alternative pour nombre d'Ukrainiens de l'Ouest. Mais au delà de ce « souhait d'Europe » se pose la question de savoir quels sont les moyens d'une politique d'influence européenne en Ukraine et en quels États membres s'incarne prioritairement l'attractivité de l'UE.

On imagine mal des pays comme la Grèce, actuellement en crise économique, la Roumanie, dont le niveau de vie est en dessous de la moyenne de l'UE et souffrant d'un fort taux de corruption, ou encore la Bulgarie, dont le niveau de vie n'a pas connu une forte augmentation

depuis son adhésion, attirer les Ukrainiens⁹. À l'inverse, des pays comme la Grande-Bretagne ou la France, bien que toujours attractifs, ne semblent pas à même de s'imposer face à la Russie et n'apparaissent pas en ligne de front, notamment depuis les dernières élections européennes, comme pouvant incarner la puissance de l'UE dans le cadre du Partenariat oriental. En revanche, des États comme l'Allemagne ou la Pologne semblent constituer le plus gros de l'attractivité de l'Union européenne. Paradoxalement, les chercheurs qui traitent de la politique d'influence de l'Union tendent à simplifier ses constituants et à aborder la question avec un excès de concision. L'utilisation du terme « Europe » est la combinaison d'une série de politiques d'influence nationales qui produit chez les chercheurs et les citoyens la vision synthétique d'une « politique d'influence de l'Union européenne ». On pourrait également adresser cette remarque à Joseph Nye dans la mesure où l'approche du « *Soft Power* » et du « *Smart Power* » repose sur le concept de nation mais pas d'entité supranationale. L'Union européenne est alors un cas à part et l'analyse de sa politique d'influence l'est tout autant.

Dans le cas ukrainien, il apparaît plus juste de parler d'une combinaison d'attractions : de la puissance allemande, pour ce qui est des standards économiques et « moraux » – à comprendre ici comme la lutte contre la corruption – avec l'attrait de la Pologne, au regain de prospérité marqué depuis son adhésion à l'Union en 2004. Ces deux États, au cœur de l'influence de l'Union européenne, peuvent combiner leurs politiques d'influence avec celles d'autres États de plus petite taille, comme l'Estonie ou l'Autriche, ce qui amène à cette expression simplifiée d'influence européenne en Ukraine. On pourrait ajouter que les institutions européennes sont également un facteur de l'influence, bien qu'elles pèsent peu de chose face à la puissance combinée des nations internes à l'UE.

Enfin, l'espace Schengen, la zone euro et le programme d'échange Erasmus sont autant d'éléments qui complexifient la représentation de ce qu'est l'Europe, dans la mesure où ils incluent des États non membres. C'est probablement la raison pour laquelle parler de politique d'influence de l'Union européenne en Ukraine semble périlleux, bien qu'au demeurant réaliste et plus pratique. Enfin, la question du « *Smart Power* », combinaison entre politique coercitive et politique d'influence¹⁰, pourrait ici se résumer dans l'appellation de « monde occidental », dans la mesure où elle renvoie à la synthèse de la politique coercitive américaine avec la politique d'influence de l'Union européenne en Ukraine.

Sur bien des plans, la question de la politique d'influence peut amener à s'interroger sur l'attrait des entités supranationales dont la forme s'apparente à celle d'un État mais sans en être encore un.

Dans le cadre de l'Union européenne, il semble intéressant de noter que, si l'Allemagne et la Pologne jouent un rôle fondamental en Ukraine, dans le cas de la Moldavie, ce sont l'Allemagne et la Roumanie qui se combinent, la Pologne apparaissant alors comme secondaire. D'une manière identique, lors de la crise en Irak, la France et la Grande-Bretagne étaient plus influentes et incarnaient l'attraction européenne.

⁹ Eurostat, *Basic figures on the EU*, deuxième semestre 2014.

¹⁰ J. S. Nye, *The Future of Power*, *op. cit.*, p. 207-234.

De cette manière, la politique d'influence de l'Union européenne semble plus adaptée à la zone ciblée et aux affinités des États membres avec un certain nombre d'espaces. Cependant, on pourrait objecter que cette flexibilité est également la source de la faiblesse de la politique d'influence de l'Union dans la mesure où les États membres, du fait de leurs spécialisations respectives, échouent à former des alliances supranationales pouvant les regrouper. La conséquence est alors l'impossibilité de création d'une armée européenne, constituant essentiel d'un « *Smart Power* » suffisant face à celui d'États puissants comme la Chine ou la Russie. Cette situation est problématique car elle amène les États-Unis à une ingérence nécessaire sur le plan politique et diplomatique et pouvant nuire à l'attractivité de l'Union européenne qui n'apparaît plus alors comme un tiers mais comme un instrument de projection de la puissance américaine.

Somme toute, la remarque de Donald Rumsfeld qui caractérisait la mentalité des anciennes puissances d'« *Old Europe* » semble pertinente au regard de l'attitude adoptée pour sanctionner la Russie pour ses actions sur le sol ukrainien. L'échec de la CED en 1954, l'incapacité de l'Union européenne à gérer seule les guerres en ex-Yougoslavie et son impuissance actuelle à apporter une réponse pertinente à la politique coercitive de Moscou, montre que la logique des États-nations freine encore les velléités d'action commune et la délégation d'une partie de la politique étrangère à une échelle supranationale. Cette situation est d'autant plus préoccupante que de nouvelles puissances, notamment la Chine, semblent jouer un rôle de plus en plus conséquent comme alternative au rapprochement avec les États-Unis ou la Russie. En ce sens, il est intéressant de constater que la politique d'influence de l'Union européenne, souvent analysée et mise en avant par les médias, parvient à attirer les États extérieurs à l'Union mais pas à rassembler les États déjà membres pour les amener vers un consensus sur les domaines autres que ceux qui relèvent de l'économie.

La problématique de la puissance militaire, aujourd'hui reléguée en second plan par le déclin géopolitique des anciennes puissances que sont la Grande-Bretagne, la France ou bien encore l'Allemagne, amène à la difficulté d'envisager l'Union comme pouvant un jour se doter d'un réel « *Smart Power* » au sens que lui confère Joseph Nye. Étonnamment, cette division entre les États, qui constitue dans certains cas un atout de flexibilité, joue contre les intérêts de ces mêmes États dans des contextes différents. Il apparaît comme évident que la création d'une force européenne pour la défense a actuellement peu de chance d'aboutir dans les prochaines années. Ce constat est pessimiste au regard de la puissance économique et des nouveaux impératifs mondiaux auxquels sera confrontée l'Union dans les années à venir, tant dans le cadre du Partenariat oriental que dans le théâtre asiatique. Ce manque d'union militaire laisse alors aux États-Unis la possibilité et la responsabilité d'appuyer les intérêts européens en Ukraine. Cette situation est problématique dans la mesure où c'est la possibilité d'une troisième voie, économique mais aussi sociale et diplomatique, qui attire les États devant choisir entre l'Union européenne et le projet d'Union eurasiatique lancé par le président russe en 2015. L'alternative ne peut se résumer à suivre les impératifs américains d'une part, ou s'associer aux intérêts russes d'autre part.

En cela, le terme d'« *Old Europe* » semble en effet toujours d'actualité pour caractériser l'Union européenne en Ukraine, cette dernière étant condamnée à pâtir de ce qualificatif et, en accord avec le concept de politique d'influence, à ne pas pouvoir prétendre à un autre tant qu'elle n'aura pas envisagé une convergence des politiques de défense nationales.

Michael Lambert

Thèse : "*European and Eurasian smart power in Moldova after the Cold War*", sous la direction de Françoise Thom et Helena Rytövuori-Apunen.

Résumé : la thèse aborde la question de la politique d'influence de l'Union européenne au regard de l'actualité internationale et plus particulièrement en Moldavie. Si les ouvrages qui traitent de la politique d'influence de l'Europe sont monnaie courante, peu abordent la question fondamentale du fonctionnement interne et de la capacité d'attraction singulière des entités supranationales. La recherche analyse ces questions tout en mettant en avant les difficultés qui entachent la capacité de développement d'un « smart power » en Union européenne du fait de l'interdépendance avec les États-Unis au début du XXI^e siècle.